

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Crise du cacao en Côte d'Ivoire : Les producteurs appellent à des mesures urgentes pour éviter des pertes massives et la faillite des coopératives

Le Réseau Ivoirien du Commerce Équitable (RICE) qui représente plus de 80 coopératives de producteurs de cacao, tirent la sonnette d'alarme face à une crise sans précédent menaçant la survie des producteurs et la stabilité de la filière cacao en Côte d'Ivoire.

Alors que la petite saison est lancée depuis le 04 mars 2026, des milliers de tonnes de cacao issues de la campagne principale restent invendues dans les magasins des coopératives et au niveau des exploitations. Cette situation, couplée à une chute importante des prix annoncée à 1 200 FCFA/kg, expose les producteurs à un appauvrissement certain et risque de conduire de nombreuses coopératives à la faillite.

Une situation inquiétante pour les coopératives certifiées commerce équitable

Le commerce équitable a fortement contribué à l'essor du mouvement coopératif en Côte d'Ivoire, à travers de multiples investissements communautaires (construction d'école) grâce aux primes du CE (Fairtrade). Ces primes ont également servi à la structuration des coopératives, à la formation des producteurs et l'augmentation des revenus des ménages.

Aujourd'hui tous ces acquis du commerce équitable sont menacés de disparition car la situation actuelle entrave la capacité des coopératives certifiées commerce équitable à rendre service aux producteurs membres. En effet, les volumes non vendus limitent l'obtention de la prime de certification du commerce équitable, essentielle au financement des investissements communautaires.

Un piège financier pour les coopératives

Pour honorer leurs engagements auprès de leurs membres durant la campagne principale, les coopératives ont mobilisé d'importants prêts afin de préfinancer l'achat du cacao au prix officiel garanti de 2 800 FCFA/kg. Ces fonds ont permis à des milliers de familles de faire face aux dépenses essentielles (scolarité, soins de santé, main-d'œuvre).

Aujourd'hui, ces mêmes coopératives sont prises en étau : elles doivent rembourser leurs prêts, mais ne peuvent écouler leurs stocks qu'à un prix inférieur de 57 %. À titre d'exemple, une coopérative ayant préfinancé 1 000 tonnes de cacao se trouve confrontée à un déficit potentiel de 1,6 milliard de FCFA. Ces pertes colossales sont insoutenables et mettent en péril l'ensemble du mouvement coopératif.

Un prix inadéquat pour les producteurs

Le prix de 1 200 FCFA/kg est bien en dessous du prix de référence pour un revenu décent, estimé à 1 730 FCFA/kg selon une étude de Fairtrade Africa sortie en 2025. De nombreux producteurs, qui n'ont pas encore perçu les fruits de la vente de leur récolte principale, se retrouvent étranglés par les dettes contractées pour vivre en attendant la vente de leur cacao. Cette situation risque de précipiter des milliers de familles dans une pauvreté accrue et de détruire les avancées en matière de durabilité et de professionnalisation de la filière cacao.

Des inquiétudes sur la gestion des stocks

Par ailleurs, les organisations de producteurs s'inquiètent de l'opacité entourant l'inventaire et l'enlèvement des 123000 tonnes de cacao déclarées immobilisées. De nombreuses coopératives estiment que ces chiffres ne reflètent pas la réalité des volumes encore entreposés. Les volumes de cacao non vendus des coopératives certifiées commerce équitable sont estimés à plus de 45000 tonnes, soit 36,58% du volume inventorié.

Les sociétés coopératives certifiées commerce équitable réclament une transparence totale sur le processus d'enlèvement, qui tarde à se concrétiser pour beaucoup d'entre elles.

Nos demandes urgentes

Face à cette crise, le RICE demande au Gouvernement, au Conseil du Café-Cacao et au Président de l'OIA - Café-Cacao de prendre des mesures immédiates :

1. **Maintenir le prix de 2 800 FCFA/kg pour toute la récolte de la campagne principale 2025-2026**, quel que soit le moment de son retrait. Les producteurs ont organisé leur travail et leur vie sur la base de ce prix garanti.
2. **Accélérer et coordonner le retrait des stocks** avec un suivi transparent et hebdomadaire, en étroite collaboration avec les organisations coopératives pour évacuer les volumes restants.
3. **Mobiliser tous les acteurs** (État, régulateur, acheteurs internationaux, partenaires au développement) pour trouver d'urgence des solutions collectives et éviter un appauvrissement généralisé qui nuirait à la réputation et à la durabilité du cacao ivoirien.

Un appel à la responsabilité collective

« Ce qui se joue actuellement dépasse un simple ajustement de marché. C'est une crise profonde qui menace l'épine dorsale de notre économie. La manière dont elle sera résolue sera observée de près par nos partenaires internationaux. Protéger les producteurs, c'est préserver la réputation mondiale et le leadership du cacao ivoirien », *déclare le porte-parole du RICE.*

Les producteurs réaffirment leur volonté de dialoguer de manière constructive avec les autorités pour sauvegarder l'avenir de la filière, mais appellent à des actions fortes et immédiates avant qu'il ne soit trop tard.

Fait à Abidjan, le 31 mars 2026

Président du Conseil d'Administration



RICE
Réseau Ivoirien
du Commerce Équitable
Le Président

BLEY Fortin